

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
NIGERIA/ATTAQUES
DJIHADISTES

Quatre soldats nigériens et un milicien ont été tués par des jihadistes lors d'une embuscade tendue à leur convoi dans le nord-est du Nigeria, ont déclaré hier des sources sécuritaires. Une colonne de véhicules de l'armée a été attaquée lundi par des combattants de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) près de la ville de Marte, dans la région du lac Tchad.

MALI/ATTAQUE

Trente soldats maliens ont été tués lundi dans une attaque attribuée aux jihadistes dans l'est du Mali, à proximité de la frontière nigérienne, a-t-on appris hier de source sécuritaire malienne, alors que l'armée avait jusqu'ici fait état d'un bilan de 24 militaires tués. «Trente corps de soldats tombés au cours d'une mission dans le secteur de Tabankort (région de Ménaka) sont arrivés à Gao (nord) en provenance de Niamey (Niger)» hier à la mi-journée, a précisé cette source. Les forces maliennes et nigériennes menaient une opération conjointe lundi contre les jihadistes quand une patrouille a été attaquée dans cette zone frontalière, selon l'armée malienne.

IRAN/MANIFESTATIONS

Plus de 100 manifestants pourraient avoir été tués dans le mouvement de protestation déclenché vendredi en Iran contre une hausse du prix de l'essence, a affirmé mardi Amnesty International en dénonçant un recours "à la force létale" contre des rassemblements "largement pacifiques". "Au moins 106 manifestants dans 21 villes ont été tués, selon des informations crédibles", a indiqué l'ONG de défense des droits humains dans un communiqué. "Le bilan véritable pourrait être bien plus élevé, avec des informations suggérant jusqu'à 200 (personnes) tuées"

Bolivie : les pro Morales tiennent la rue !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

CEUX qui pensaient que la démission, puis l'exil au Mexique, d'Evo Morales allait ramener le calme et la sérénité en Bolivie ont visiblement fait fausse route. Chaque jour montre bien que le premier président indigène de cet État de l'Amérique du sud a des partisans bien plus déterminés qu'il n'en avait l'air. Toute chose qui semble donner raison aux tenants de la thèse du "coup d'État" perpétré contre l'ancien homme fort de La Paz.

Ainsi, lundi et mardi, les rues de la capitale bolivienne n'ont pas désempilé. Des partisans de l'ex-président de gauche, Evo Morales, ont manifesté et bloqué des routes pour exiger le départ de la présidente par intérim de droite, Jeanine Añez. Alors que l'influente Église catholique appelait au "dialogue" pour pacifier le pays.

Dans la soirée, la police a annoncé la mort, après plusieurs jours d'agonie, d'un de ses agents, lynché par une foule hostile lors de l'invasion d'un commissariat, ce qui porte à 24 le nombre de morts en presque un mois de confrontations. Aux cris de "Jeanine Añez démission !", ils étaient plusieurs milliers à défilé dans le calme à La Paz pour exiger le départ de celle qui a pris les rênes du pays andin la semaine dernière, 48 heures après la démission d'Evo Morales.

Amérindiens, comme Evo Morales, dans leur immense majorité, certains brandissaient la "Wiphala", la bannière multicolore des indigènes andins. Selon eux, la démission de leur champion a été un "coup d'État". "Respectez la vie ! Non aux balles", pouvait-on lire sur une pancarte, en référence à la mort vendredi de neuf cultivateurs de coca à Sacaba, près de Cochabamba (centre), le fief d'Evo Morales.

De son côté, l'influente Église catholique de Bolivie avait avant-hier convié le gouvernement intérimaire, tous les partis et la



Jeanine Añez gère une transition difficile en Bolivie.

Photo: DR

société civile à un "dialogue". "Le dialogue est le chemin le plus approprié pour surmonter les différences entre Boliviens", a déclaré le secrétaire général de la Conférence épiscopale de Bolivie, Mgr Aurelio Poesa. Dans la soirée, aucune avancée n'a

été constatée dans le sens de ce dialogue. En Bolivie, 75% des habitants se disent catholiques, selon un sondage du quotidien Pagina Siete paru en septembre. Rappelons que les premières manifestations qui ont secoué la Bolivie ont eu lieu fin octobre à

l'initiative de l'opposition. Elle accusait alors le président déchu de "fraude" lors de la présidentielle du 20 octobre dernier. Acculé par la rue, et lâché par l'armée, Evo Morales a fini par jeter l'éponge il y a huit jours. Avant d'être forcé à un exil au Mexique.

La vraie-fausse révolution !



Evo Morales à son arrivée au Mexique

Photo: DR

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Alors qu'une grande partie de la communauté internationale, et certains Boliviens l'ont poussé à la démission, l'ombre d'Evo Morales continue de planer fortement sur la situation politique en Bolivie. Chaque jour, elle devient de plus en plus critique. Certes

on reproche à l'ancien président de gauche de s'être accroché au pouvoir, en modifiant la Constitution qui lui a donné le droit de se représenter à un quatrième mandat dont les résultats ont été fortement contestés. Mais, on ne peut, par contre, perdre de vue qu'aucune transition n'est possible sans son avis. Ou celui de ses nombreux partisans qui se sont rendus maîtres des diffé-

rentes rues des villes de ce petit pays. Une preuve que son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS) a des assises solides. Ce n'est donc pas fortuit que le MAS, qui a la majorité dans les deux chambres du Parlement, a proposé à des groupes parlementaires minoritaires une réunion lundi pour "travailler, dialoguer, débattre au sujet de la situation politique" et ainsi "pacifier" le pays, a expliqué la députée Betty Yañiquez. Obligeant ainsi le gouvernement de transition de Mme Jeanine Añez à négocier avec lui pour organiser les scrutins présidentiel et législatif.

Comme le pensent de nombreux observateurs la résolution de la crise politique actuelle et la tenue des prochaines élections, présidentielle et législatives, passent nécessairement par une négociation avec Evo Morales et les siens. Laissant alors croire que le mouvement qui a amené "l'indigène" à lâcher le pouvoir est synonyme d'une vraie-fausse révolution.